



Rapport de suivi consolidé ISSSS

Cellule S&E du Secrétariat Technique de l'ISSSS

Goma, Mars 2018

RAPPORT NO. 3 – (JUN - DÉCEMBRE 2017)
SECRÉTARIAT TECHNIQUE DE L'ISSSS

Liste des acronymes utilisés

BCNUDH	Le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme
DFID	Département pour le Développement International du Royaume-Uni (<i>UK Department for International Development</i>)
ETD	Entités Territoriales Décentralisées
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FCS	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
HHI	<i>Harvard Humanitarian Initiative</i>
DH	Droits de l'Homme
ISSSS	Stratégie internationale de soutien à la sécurité et à la stabilisation en République Démocratique du Congo (<i>International Stabilization and Security Support Strategy</i>)
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RD Congo
ONU / NU	Organisation des Nations Unies / Nations Unies
PBF	Fonds pour la construction de la paix (<i>Peacebuilding Fund</i>)
PdC	Protection des civils
PMO	Partenaire(s) de Mise en Œuvre
PNC	Police Nationale Congolaise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RDC	République Démocratique du Congo
S&E	Suivi et Évaluation
SFCG	<i>Search For Common Ground</i>
SSR	Réforme du secteur de la sécurité (<i>Security Sector Reform</i>)
ST-ISSSS	Secrétariat Technique de l'ISSSS
USS	Unité de soutien à la stabilisation
VDH	Violation(s) des droits de l'homme
VSBG / VS	Violence sexuelle et basée sur le genre / Violence Sexuelle
ZP	Zone Prioritaire

Table des matières

Liste des acronymes utilisés	2
Table des matières	3
1 Introduction et note méthodologique	5
2 Présentation des tendances principales dans les zones prioritaires.....	7
2.1 Pilier 1 – Dialogue Démocratique	7
2.2 Pilier 2 – Performance des FARDC en matière de Protection des Civils.....	10
2.3 Pilier 3 – Restauration de l’Autorité de l’État.....	15
2.4 Pilier 4 – Retour, réinsertion et relance socio-économique.....	22
2.5 Pilier 5 – Lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG)	27



Le système de suivi de l’ISSSS est un projet financé par la coopération britannique (Department for International Development - DFID) et mis en œuvre par WYG International.



Opportunités pour la poursuite de l'apprentissage	
Pilier 1	Les futurs rapports de suivi présenteront des données additionnelles sur des aspects clés des plateformes de dialogues et, sur la base de l'état d'avancement des projets, sur la mise en œuvre des plans d'action issus de ces plateformes. Ces données pourraient contribuer à l'explication du lien entre la confiance de la population vers les projets de stabilisation et les activités menées sur le terrain.
Pilier 3	Les données des projets au Sud-Irumbu pourraient contribuer à expliquer pourquoi cette ZP est la seule où l'on enregistre une augmentation de la confiance envers les élus nationaux et provinciaux. Lors des ateliers d'interprétation des données, il sera intéressant d'approfondir cette question.
Pilier 4	Les études sur la cohésion sociale ne peuvent être réduites seulement à des indicateurs quantitatifs ; le phénomène est complexe et mériterait une investigation spécifique. À cette fin, la Cellule S&E a développé un outil de collecte des données pour compléter les informations qui proviennent des enquêtes de perception ; sur la base de l'harmonisation des cadres logiques des projets avec celui de l'ISSSS et sur les efforts de collecte des partenaires de mise en œuvre (PMO), ces données pourraient enrichir l'analyse des indicateurs présentés dans ce rapport.
Pilier 5	Les opportunités d'apprentissage sont liées à la future restructuration de ce pilier. Bien que l'analyse des causes profondes des violences sexuelles et de ses effets sur la stabilisation à long terme demeure pertinente, l'attention exclusivement axée sur la violence « sexuelle », sans tenir compte d'un programme plus étendu pour les femmes, la paix et la sécurité, empêche d'en aborder sa problématique dans un contexte plus large. Il faut que les interventions se focalisent plus sur les inégalités de genre (inégalités en matière d'accès, de participation et de pouvoir dans les processus et les mécanismes décisionnels) liées aux dynamiques de conflit persistant en RDC. Par conséquent, les notions de « participation » (par opposition à « protection ») et de « représentation » (par opposition à une « approche axée sur les victimes ») sont insuffisamment mises en lumière dans le pilier.

Implications pour la Programmation	
Pilier 1	Une des leçons apprises par le projet géré par International Alert dans la ZP autour de Kitshanga se réfère à l'engagement des communautés locales et des bénéficiaires visés à l'appropriation des interventions de stabilisation. Si la piste d'interprétation proposée ci-dessus est plausible, cette leçon apprise sera d'autant plus importante pour le lancement de la programmation à Beni.
Pilier 2	La programmation ISSSS travaille déjà sur le renforcement des relations entre acteurs sécuritaires et population civile ; par contre, les efforts pour une amélioration substantielle de la performance de ces acteurs sont limités, principalement à cause de la difficulté d'intervenir au niveau national pour une réforme globale du secteur (y compris des financements adéquats), et à cause d'un manque de PMO ayant les capacités pour intervenir, même localement, dans ce secteur. On pourrait envisager, par exemple, une coopération plus étroite avec la composante militaire de la Monusco censée appuyer les FARDC (et la PNC).

1 Introduction et note méthodologique

	OUI	NON
Type de rapport	Rapport de progrès de la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation (ISSSS) sur la base du cadre logique ISSSS et du Rapport Consolidé du FCS. Progrès dans les zones prioritaires (ZP) de Sud-Irumu, Mambasa, autour de Kitshanga, Plaine de la Ruzizi et Kalehe ; étude de base pour la ZP de Beni.	Rapport sur les activités des projets individuels. Rapport d'évaluation ISSSS/projets.
But	Présenter les données disponibles et souligner les tendances/similitudes/différences dans/entre les ZP où l'ISSSS est mise en œuvre ; Proposer des pistes de réflexion pour alimenter la discussion sur le fonctionnement de l'ISSSS ; Renseigner la prise de décision stratégique et programmatique de l'ISSSS.	Evaluation/redevabilité financière ISSSS/projets. <u>Pas de liens de causalité entre les indicateurs et les projets (« pourquoi ? » « grâce aux projets ? »)</u>
Focus	Progrès au niveau de la stratégie , vision d'ensemble de l'ISSSS.	Activités des projets.
Période	Juin – Décembre 2017	/
Données présentées	Données disponibles à présent : 1. Perceptions de la population dans les ZP : fournies par le projet conjoint PNUD/MONUSCO et collectées par HHI, elles sont statistiquement représentatives de la population des ZP ; 2. Nombre et types d'incidents sécuritaires (Monusco) dans les ZP, désagregés par auteur ; 3. Quelques données projet ISSSS qui mesurent certains résultats des projets, fournies par les projets FCS Mambasa, Kalehe, International Alert -Kitshanga, et le projet aligné CISPE. Le nombre et types de violations des droits de l'homme (BCNUDH) ne sont pas disponibles pour ce rapport.	Très peu de données projet sont actuellement disponibles, à cause de l'état d'avancement de la mise en œuvre des projets et du degré d'application de la méthodologie fournie par la Cellule S&E. (Discussion sur l'accès aux données des agences NU/Monusco en cours)

Autres informations présentées	1. Informations sur les activités des projets qui proviennent des rapports semestriels des projets du FCS 2. Informations sur le contexte de chaque zone fournies par les Secrétariats Techniques Provinciaux	/
Structure	Rapport principal : présentation données/comparaisons/observations/pistes de réflexion entre les ZP. Annexes : présentation données/observations/pistes de réflexion par ZP, sur la gestion de l'ISSSS et sur la coopération avec les PMO.	/
Projets mentionnés	Financés par le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS) et projets alignés à l'ISSSS (c.-à-d. les projets qui sont rentrés dans le processus d'alignement et d'harmonisation des cadres logiques). Présentation des résultats du cadre logique de l'ISSSS couverts par les projets, pour informer l'analyse/les observations.	Beaucoup d'autres interventions qui travaillent dans le cadre de la stabilisation ne sont pas mentionnées dans ce rapport, car elles ne rentrent pas dans le système de suivi de l'ISSSS (c.-à-d., entre autre, qu'il n'y a pas de données comparables entre ces interventions et l'ISSSS).
Prochaines étapes	Comme déjà mentionné, le but principal de ce rapport est de présenter les données disponibles. Cette présentation est une étape préalable pour un processus d'interprétation des données, qui sera organisé par la Cellule S&E. Des ateliers seront organisés avec différentes parties prenantes (au niveau national et dans les provinces) pour comprendre les données incluses dans ce rapport, pour fournir des explications sur la raisons des tendances/changements, et finalement, pour élaborer des recommandations à présenter aux décideurs de l'ISSSS sur le futur de la stratégie. Pour cela, ce rapport ne contient pas une interprétation approfondie des données, qui sera produite avec les parties prenantes pendant les ateliers. Par contre, il soulève de temps en temps des questions qui sont adressées à toutes les parties prenantes, en préparation des ateliers.	

2 Présentation des tendances principales dans les zones prioritaires

Les sections suivantes présentent des observations transversales pour l'ensemble des six zones prioritaires (ZP). Ces observations sont principalement basées sur une comparaison à travers les différentes zones, et dans une moindre mesure sur une analyse des tendances possibles dans chaque ZP. Les données des zones sont présentées dans les annexes. Ce rapport inclut aussi, pour la première fois, les données du « Pilier 0 », qui visent à mesurer certains aspects de la gestion de l'ISSSS (voir Annexe 0). L'annexe 7 présente l'état de la coopération avec les partenaires de mise en œuvre (PMO) en matière de suivi et évaluation (S&E).

À la fin des sections spécifiques à chaque pilier, le rapport suggère des pistes ultérieures pour l'exploration et l'apprentissage, et indique les possibles implications pour la programmation à partir des données et des conclusions.

2.1 Pilier 1 – Dialogue Démocratique

Le tableau 1 ci-dessous fournit un aperçu des avancements principaux des projets en matière de dialogue démocratique (Pilier 1)¹. Cette section présente les tendances principales à travers les ZP pour le Pilier 1.

Tableau 1 : Progrès réalisés par les projets FCS et alignés en matière de dialogue démocratique (Pilier 1 de l'ISSSS)

Zone Prioritaire	Projet	Aire thématique sous le Pilier 1	Zones principales de progrès
Autour de Kitshanga	FCS Kitshanga	Dialogue démocratique	Bashali: information et mobilisation communautaires ; les structures locales ont été identifiées et leurs capacités renforcées (analyse des conflits) ; engagement des acteurs politiques aux niveaux provincial et national. La première table ronde a été organisée en février et rassemblait les principales parties prenantes, en mettant l'accent sur les conflits de pouvoir et de terres, les groupes armés et les dynamiques régionales. Bwito: la recherche d'actions participatives sur la dynamique des conflits dans la Chefferie de Bwito a été lancée, et est en cours.
	CISPE	Résolution de conflit basée sur le dialogue	Analyse du contexte et des conflits mise à jour ; actions de information et mobilisation de la communauté menées ; renforcement des capacités des structures de dialogue local au niveau du groupement en cours ; dialogue intracommunautaire lancé dans certains domaines ; coordination étroite avec les programmes du SCF dans la zone prioritaire, avec la facilitation du STAREC et de l'UAS.; Sécurité et stabilisation grâce à la résolution des conflits fondée sur le dialogue et l'amélioration des performances des forces de sécurité.
Sud-Irumu	FCS Sud-Irumu	Dialogue démocratique	Grandes consultations communautaires et analyses participatives des conflits menées (2300 personnes consultées en septembre à travers les «Barzas communautaires») ; une table ronde organisée par ACIAR (<i>Cohesive Leadership Workshop</i>) rassemblant les principales parties prenantes (gouvernement provincial, députés provinciaux et nationaux, FARDC, chefs communautaires et chefs coutumiers, comité de sécurité provincial, représentants de la société civile et de la Monusco) et se concentrant sur trois questions prioritaires (le FRPI, le conflit territorial Lendu - Hema et les tensions autour des migrations hutues) ; contacts directs établis avec le FRPI, plusieurs missions d'engagement politique organisées à Kinshasa et un atelier de haut niveau réalisé, réunissant le ministère de l'Intérieur, de la Défense et du Plan autour des recommandations du dialogue démocratique de l'ISSSS ; intégration de l'ISSSS dans la stratégie sur mesure de la MONUSCO pour la neutralisation du FRPI.
	CISPE	Résolution de conflit basée sur le dialogue	[voir les informations sur CISPE sous "Autour de Kitshanga"]
Mambasa	FCS Mambasa	Dialogue démocratique	Conformément à la recommandation de la première phase du projet de stabilisation (IRF Mambasa), de vastes consultations communautaires et une analyse participative des

¹ Pour plus d'information, veuillez consulter le Rapport Annuel ISSSS

Zone Prioritaire	Projet	Aire thématique sous le Pilier 1	Zones principales de progrès
			conflits ont été menées, en mettant l'accent sur les groupes armés, la migration et les ressources naturelles dans et autour de l'ORP ; renforcement des capacités du dialogue des comités locaux ; renforcement et redynamisation des mécanismes de coordination au sein de l'ORP. La table ronde est prévue pour la première moitié 2018.
Plaine de la Ruzizi	FCS Ruzizi	Dialogue démocratique	Le partenaire de l'ISSSS a pu réduire les tensions entre les membres de certaines des cinq principales communautés ethniques à travers une série d'activités de sensibilisation ciblées. En conséquence, plusieurs groupes se sont transformés de « spoilers » en agents soutenant l'ISSSS et exprimant leur volonté de coopérer avec le partenaire comme un moyen d'améliorer la cohabitation.
	Peace Direct	Contribution au dialogue démocratique de l'ISSSS	Les activités de médiation menées par les tribunaux de paix communautaires (barzas) soutenus par l'ISSSS ont conduit à la gestion pacifique de 425 conflits interpersonnels sur 467, permettant à 1020 ménages précédemment engagés dans des conflits de vivre ensemble pacifiquement.
Kalehe	FCS Kalehe	Dialogue démocratique	Le partenaire de l'ISSSS a mené un plaidoyer auprès des autorités locales et provinciales et des activités de sensibilisation du public afin de préparer le terrain pour la deuxième phase du projet. L'aggravation de la situation sécuritaire dans la zone du projet n'a pas encore permis le lancement d'activités supplémentaires, malgré les tentatives des autorités provinciales et du partenaire de l'ISSSS pour résoudre la situation.
	ARC	Dialogue démocratique	Phase de démarrage en cours

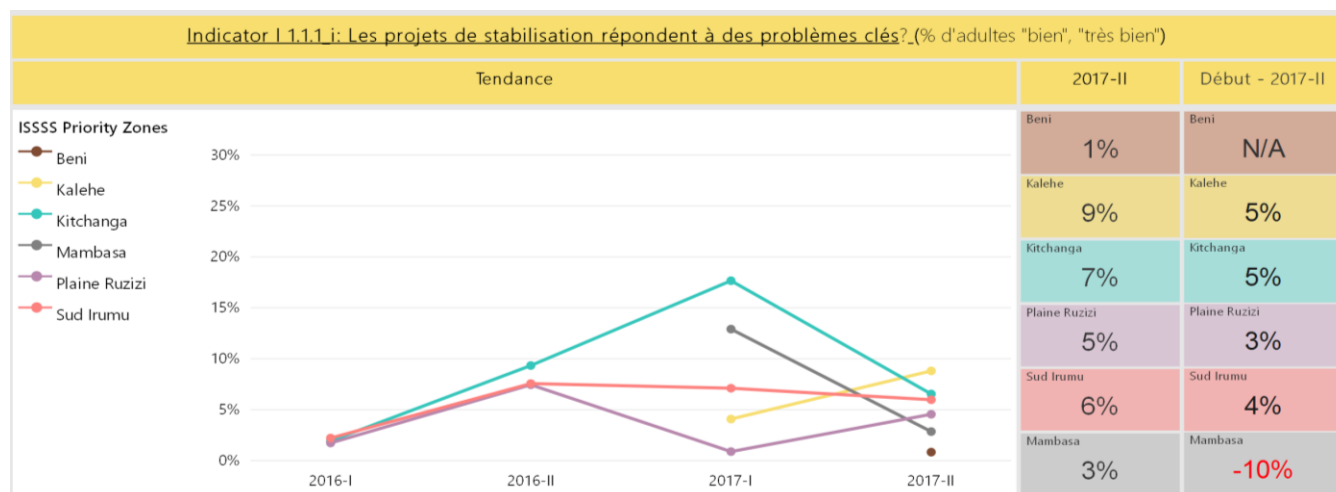
Le dialogue démocratique est un élément clé de l'approche de l'ISSSS en faveur de la stabilisation en RDC. L'organisation de plateformes de dialogue participatif et inclusif vise notamment à faire en sorte que les communautés développent un sentiment d'appropriation du processus de stabilisation et que les projets de stabilisation traitent ce que la population considère comme les principaux problèmes et défis dans leurs villages et communautés, et qui représentent les causes profondes des conflits.

En général, seule une portion réduite de la population des zones prioritaires échantillonnée estime que les projets de stabilisation répondent « bien » ou « très bien »² à des problèmes clés (moins de 10 % à la fin de 2017); en même temps, on remarque une substantielle augmentation de confiance dans la ZP autour de Kitshanga dans le premier semestre de 2017 (18%).

À remarquer aussi, la baisse de confiance générale dans toutes les ZP rapportée à la fin de l'année 2017, et que Beni est la zone qui rapporte le plus bas niveau de confiance (1%).

² Il faut noter que l'échantillon des enquêtes de perception ne correspond pas avec les bénéficiaires des projets, et que le graphique présente la fréquence des réponses « bien » et « très bien »

Figure 1: Niveau de confiance envers les projets de stabilisation.



Pistes d'interprétation – Pilier 1

L'augmentation du niveau de confiance dans la ZP autour de Kitshanga au cours du premier semestre 2017 correspond chronologiquement à la période de lancement du projet financé par le FCS, alors que la baisse de confiance générale dans toutes les ZP est enregistrée à la fin de l'année 2017, lors d'une croissance de l'insécurité et des événements politiques. De la même manière, il faut noter que la zone de Beni, qui rapporte le plus bas niveau de confiance, vient juste d'être « activée » (début du 2018).

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 1

Une des leçons apprises par le projet géré par International Alert dans la ZP autour de Kitshanga se réfère à l'engagement des communautés locales et des bénéficiaires visé à l'appropriation des interventions de stabilisation. Si la piste d'interprétation proposée ci-dessus est plausible, cette leçon apprise sera d'autant plus importante pour le lancement de la programmation à Beni.

Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs – Pilier 1

Les futurs rapports de suivi présenteront des données additionnelles sur des aspects clés des plateformes de dialogue et, sur la base de l'état d'avancement des projets, sur la mise en œuvre des plans d'action issus de ces plateformes. Ces données pourraient contribuer à l'explication du lien entre la confiance de la population vers les projets de stabilisation et les activités menées sur le terrain.

2.2 Pilier 2 – Performance des FARDC en matière de Protection des Civils

Le tableau 2 ci-dessous fournit un aperçu des avancements principaux des projets en matière de sécurité (Pilier 2)³. Cette section présente les tendances principales à travers les ZP pour le Pilier 2.

Tableau 2 : Progrès réalisés par les projets FCS et alignés en matière de Protection des Civils (Pilier 2 de l'ISSSS)

ZP	Nom du Projet (lead)	Bailleur	Couverture du Projet (Pilier2)
Kitshanga (Nord-Kivu)	Lobi Mokolo Ya Sika - LMYS (extension) (SFCG)	Royaume Uni	Confiance réciproque entre populations civiles et FARDC renforcée par la meilleure redevabilité des FARDC/services sécuritaires
Ruzizi (Sud-Kivu)	Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani / Construisons ensemble pour la Paix! (lead: International Alert)	FCS	Renforcement de la performance et de la redevabilité de l'administration par rapport à la sécurité et à la protection
	Lobi Mokolo Ya Sika - LMYS (extension) (SFCG)	Royaume Uni	Confiance réciproque entre populations civiles et FARDC renforcée par la meilleure redevabilité des FARDC/services sécuritaires
Kalehe (Sud-Kivu)	Lobi Mokolo Ya Sika - LMYS (extension) (SFCG)	Royaume Uni	Confiance réciproque entre populations civiles et FARDC renforcée par la meilleure redevabilité des FARDC/services sécuritaires
	ARC (lead: ZOA)	Pays-Bas	Renforcement de la confiance et de la collaboration entre les services sécuritaires (FARDC) et les communautés
Sud-Irumu (Ituri)	Pamoja Kwa Amani (Ensemble pour la paix) (lead: UN HABITAT)	FCS	Confiance réciproque entre populations civiles et FARDC renforcée par la meilleure redevabilité des FARDC/services sécuritaires
	Lobi Mokolo Ya Sika - LMYS (extension) (SFCG)	Royaume Uni	Confiance réciproque entre populations civiles et FARDC renforcée par la meilleure redevabilité des FARDC/services sécuritaires
Mambasa (Ituri)	Lobi Mokolo Ya Sika - LMYS (extension) (SFCG)	Royaume Uni	Confiance réciproque entre populations civiles et FARDC renforcée par la meilleure reddition de comptes des FARDC

La contribution des FARDC à la sécurité de la population dans les ZP de l'ISSSS a diminué entre juin 2016 et décembre 2017 (Figure 2). En particulier, moins de gens pensent que les FARDC contribuent « fortement » ou « très fortement » à la sécurité, notamment à Sud-Irumu, autour de Kitshanga (respectivement -18% et -14% entre mi-2016 et fin 2017), et Mambasa (-10% au cours du dernier semestre 2017). À Sud-Irumu et autour de Kitshanga, cette tendance correspond à une portion moindre de la population qui a personnellement reçu de l'assistance des FARDC pendant l'année précédente (respectivement -12% et -8%).

Dans plusieurs ZP, une contribution mineure à la sécurité par les FARDC est accompagnée par une présence rapportée réduite des FARDC dans les communautés. Ceci est le cas dans les ZP de Sud-Irumu et de Mambasa. Il est possible, dans ces zones, que la présence réduite des FARDC puisse expliquer la diminution de confiance envers ces acteurs sécuritaires.

³ Pour plus d'informations, veuillez consulter le Rapport Annuel ISSSS.

Le comportement des troupes est aussi un autre facteur à considérer. Les données de perception suggèrent que les infractions commises par les FARDC à l'encontre des populations ont légèrement augmenté⁴ dans la plupart des ZP au cours des 18 derniers mois (mi-2016 à fin 2017, Figure 3) ; néanmoins, ces changements n'ont pas été substantiels⁵. À remarquer le fait que dans plusieurs ZP, moins de gens se sentent en sécurité lors d'une rencontre avec une patrouille FARDC. Cette tendance est particulièrement évidente à Sud-Irumu (-15% par rapport à la mi-2016) et à Kalehe (-13% par rapport à la mi-2017). À Kitshanga, le sentiment de sécurité lors d'une rencontre avec une patrouille a par contre encore augmenté pendant la deuxième moitié du 2017, après la variation négative précédente. Les facteurs contribuant à ces changements ne sont pas certains⁶.

L'aspect le plus intéressant des données sur la performance des FARDC est la redevabilité : dans toutes les ZP la confiance vers les efforts pour la redevabilité pour la prévention des crimes a substantiellement baissé (variation négatives, entre -10% et plus de -40%). La diminution la plus significative est à Sud-Irumu et à Kalehe (- 41% à partir de la mi-2016 et - 20% à partir de la mi-2017).

⁴ Ces changements rentrent dans la marge d'erreur de +/- 5% des enquêtes de perception.

⁵ Les données sur le nombre d'incidents commis par les FARDC impliquant les civils ne sont pas disponibles. Comme déjà mentionné, le BCNUDH n'a pas partagé les données sur les violations des droits de l'homme (VDH) avec la Cellule S&E à temps pour ce rapport. Les données de la base des données Monusco "ITEM" sur les incidents sécuritaires et celles du BCNUDH sur les VDH seront publiées ensemble dès qu'elles seront disponibles, pour comparer les tendances et trianguler les informations avec les deux sources.

⁶ La Cellule S&E mènera bientôt des analyses additionnelles ; celles-ci incluront : une analyse participative des données avec les bureaux provinciaux de l'UAS, les PMO et d'autres parties prenantes au niveau des ZP ; (probablement) une analyse de régression pour comparer les effets de la présence des troupes et de leur comportement avec la contribution perçue des FARDC en matière de sécurité.

Figure 2: Tendances des indicateurs ISSSS relatifs aux effets des FARDC sur la sécurité

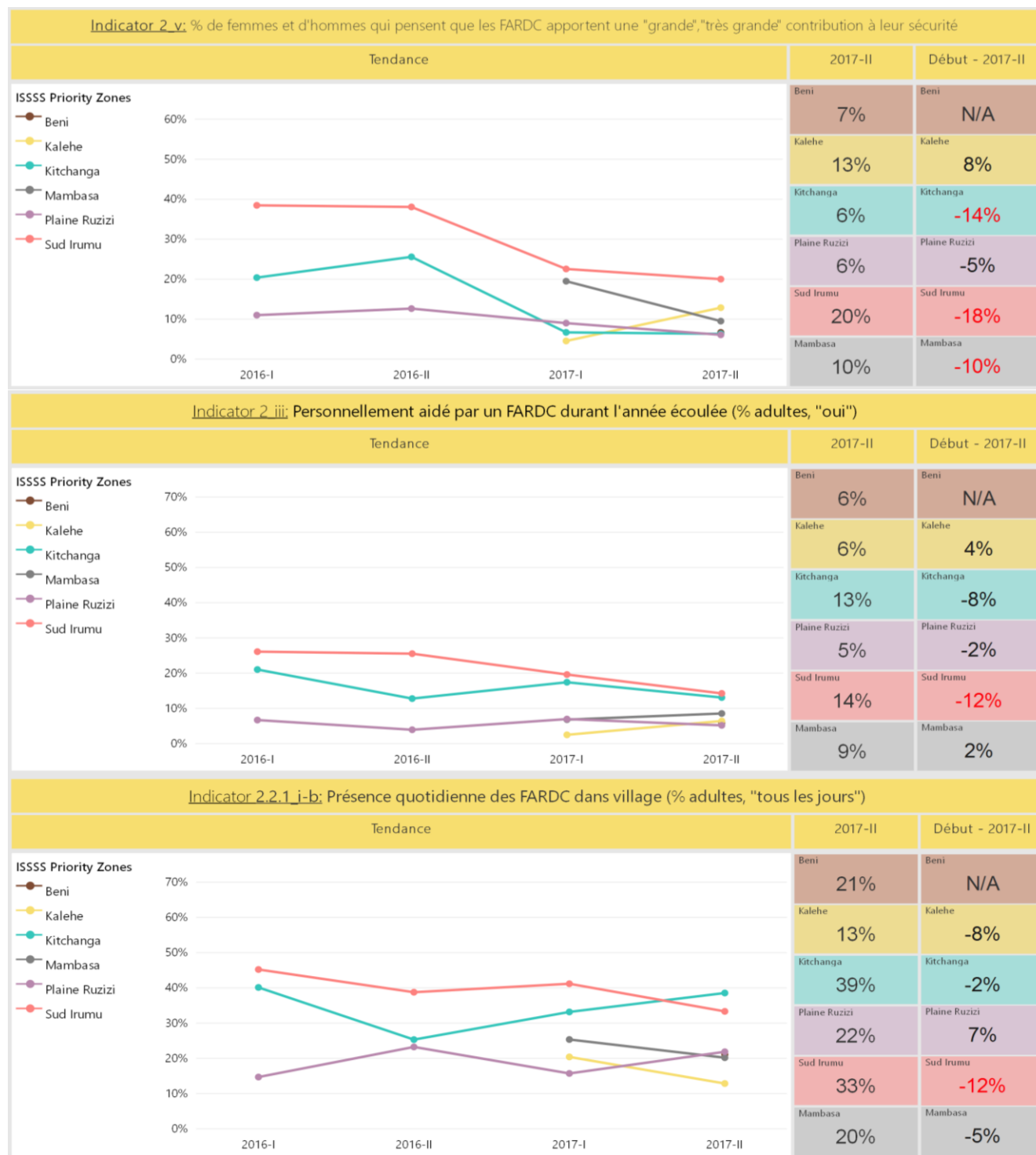
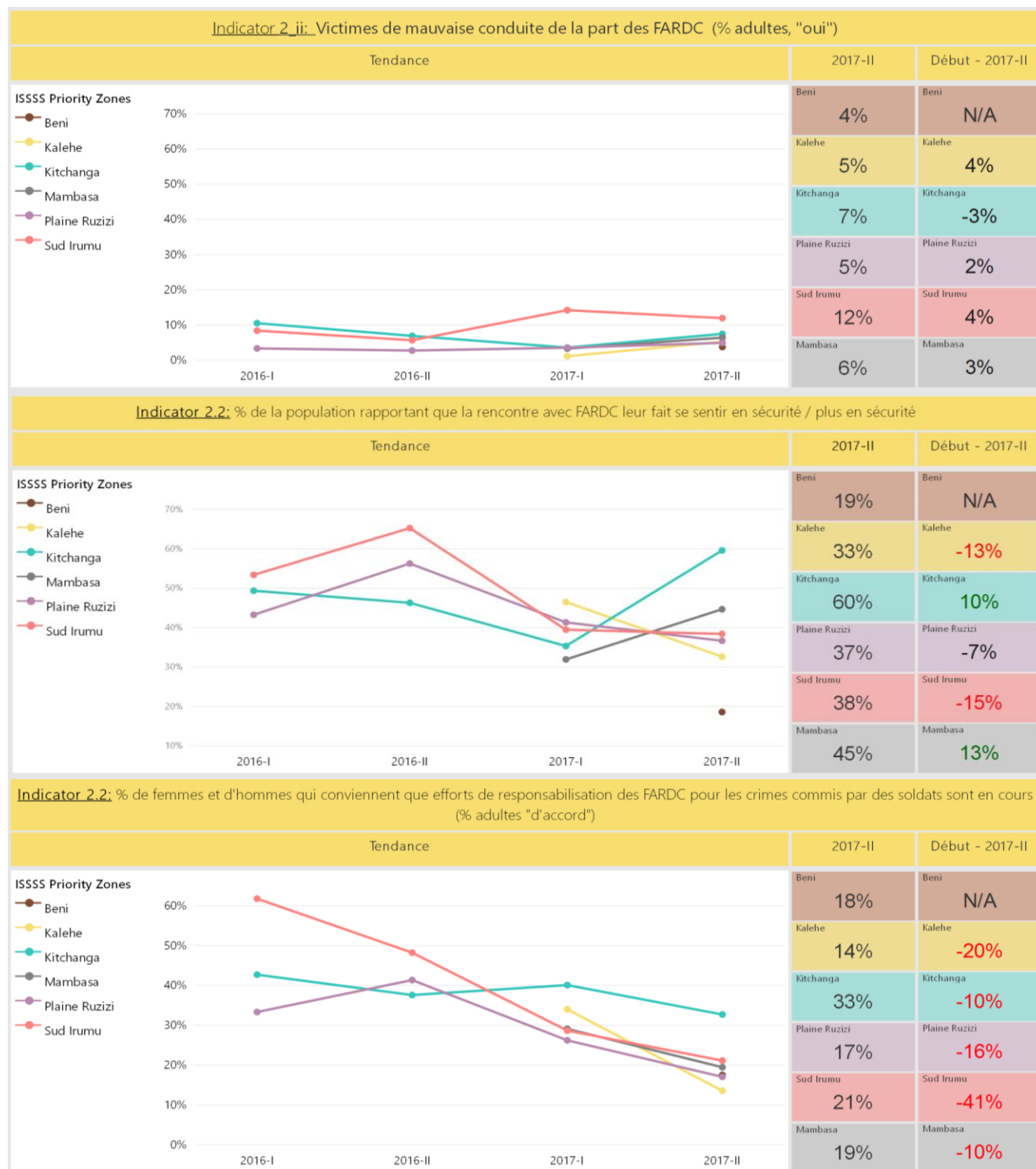


Figure 3: Tendances des indicateurs ISSSS relatifs au comportement et à la redevabilité des FARDC vers les civils



Pistes d'interprétation – Pilier 2

Il est possible que la perception sur la performance soit liée aux mouvements des troupes et des groupes armés. À Sud-Irumu, la présence des FARDC a diminué et les mêmes éléments ont été déployés au Nord-Kivu. À Kitshanga, un régiment connu pour commettre des VDH⁷ a été déployé dans la zone vers la fin de l'année 2017, et dans la même période on enregistre une baisse de confiance de la population lors d'une rencontre avec une patrouille. Dans la zone de Kalehe, des entretiens ciblés menés par les projets confirment que les répondants attribuent au départ des FARDC l'augmentation de la violence et de l'insécurité.

Dans certains cas, des VDH⁸ sont aussi erronément attribuées aux FARDC, ce qui fait penser que, en général, le mouvement des troupes, les actions des groupes armés et les incidents sécuritaires ne sont pas facilement distinguables par la population.

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 2

La programmation ISSSS travaille déjà sur le renforcement des relations entre acteurs sécuritaires et population civile ; par contre, les efforts pour une amélioration substantielle de la performance de ces acteurs sont limités, principalement à cause de la difficulté à intervenir au niveau national pour une réforme globale du secteur (y compris des financements adéquats), et à cause d'un manque de partenaires de mise en œuvre ayant les capacités pour intervenir, même localement, dans ce secteur. On pourrait envisager, par exemple, une coopération plus étroite avec la composante militaire de la Monusco censée appuyer les FARDC (et la PNC).

⁷ Source : Secrétariat Technique Nord-Kivu.

⁸ Source : Secrétariat Technique Ituri.

2.3 Pilier 3 – Restauration de l’Autorité de l’État

Le tableau 3 ci-dessous fournit un aperçu des avancements principaux des projets en matière de restauration de l’autorité de l’état (Pilier 3)⁹. Cette section présente les tendances principales à travers les ZP pour le Pilier 3.

Tableau 3 : Progrès réalisés par les projets FCS et alignés en matière de Restauration de l’autorité de l’État (Pilier 3 de l’ISSSS)

ZP	Nom du Projet (lead)	Bailleur	Couverture du Projet (Pilier3)
Kitshanga (Nord-Kivu)	Pamoja Kwa Amani Na Maendeleo (lead: UN HABITAT)	FCS	Renforcement de la performance et de la redevabilité de l’administration par rapport à la gestion des terres
	CISPE (lead: OIM)	Pays-Bas	Contribue à l’amélioration des relations État-communautés à travers la meilleure performance des services sécuritaires et la perception plus positive des services au sein des communautés
	FARM (lead: Mercy Corps)	Pays-Bas	Renforcement de la performance et de la redevabilité de l’administration par rapport à la gestion des terres
	Lobi Mokolo Ya Sika - LMYS (extension) (SFCG)	Royaume Uni	Confiance réciproque entre populations civiles et FARDC renforcée par la meilleure redevabilité des FARDC/services sécuritaires
Ruzizi (Sud-Kivu)	Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani / Construisons ensemble pour la Paix! (lead: International Alert)	FCS	Renforcement de la performance et de la redevabilité de l’administration par rapport à la gestion des terres
	Lobi Mokolo Ya Sika - LMYS (extension) (SFCG)	Royaume Uni	Confiance réciproque entre populations civiles et FARDC renforcée par la meilleure redevabilité des FARDC/services sécuritaires
Kalehe (Sud-Kivu)	Consolidation du projet intégré de stabilisation du Nord Kalehe (lead: PNUD)	FCS	Renforcement de la performance et de la redevabilité des autorités locales dans la fourniture de services
	FARM (lead: ZOA)	Pays-Bas	Renforcement de la performance, la redevabilité et la collaboration de l’administration locale et du Conseil de Sécurité par rapport à sécurité et protection
Sud-Irumu (Ituri)	Pamoja Kwa Amani (Ensemble pour la paix) (lead: UN HABITAT)	FCS	Renforcement des compétences techniques et des relations État-citoyen en matière de gouvernance des terres, de l’exploitation minière, et de sécurité locale, et meilleure gouvernance au niveau des chefferies/secteurs
	CISPE (lead: OIM)	Pays-Bas	Contribue à l’amélioration des relations État-communautés à travers la meilleure performance des services sécuritaires et la perception plus positive des services au sein des communautés
Mambasa (Ituri)	Amani ni njiya ya maendeleo , phase II (UN HABITAT)	FCS	Renforcement de la gouvernance des terres, de la sécurité et de l’administration ainsi que de la redevabilité et des collaborations État-population.
	Lobi Mokolo Ya Sika - LMYS (extension) (SFCG)	Royaume Uni	Confiance réciproque entre populations civiles et PNC renforcée par l’amélioration de reddition de compte de la PNC ainsi que de la gouvernance à travers les comités et plans de sécurité locaux

La population des zones prioritaires est de moins en moins satisfaite de la performance de l’Etat à travers différentes domaines¹⁰ et à tous les principaux niveaux administratifs (central, provincial, territorial). Les attitudes vers le Gouvernement national sont soit restées négatives, soit elles ont enregistré une tendance négative, comme autour de Kitshanga, à Kalehe et dans la plaine de la Ruzizi (Figure 4, **Indicateur 3_i [national]**). À Mambasa, l’opinion sur la performance du Gouvernement national a chuté d’une manière particulièrement significative pendant le deuxième semestre 2017. La tendance négative des perceptions sur la performance du Gouvernement est plus prononcée au niveau provincial et territorial (**Indicateurs 3_i [provincial]** et **[territorial]** ci-dessous).

⁹ Pour plus d’informations, veuillez consulter le Rapport Annuel ISSSS.

¹⁰ Etablir la paix à l’est du Congo, réduire la pauvreté, créer de l’emploi, lutter contre la corruption, unir les différents groupes ethniques, améliorer la vie des congolais, assurer la sécurité, lutter contre les violences sexuelles.

Une exception intéressante est représentée par Sud-Irumu : les attitudes sur la performance du Gouvernement central sont en fait devenues légèrement plus positives (**Indicateur 3_i [national]**), et les opinions positives sur l'opérât de l'administration provinciale et territoriale ont diminué moins fortement¹¹.

Figure 4: Tendances sur les perceptions autour de la performance du Gouvernement (à travers différents secteurs)¹² par niveau administratif



La figure 5 montre les tendances des attitudes sur la performance du Gouvernement national dans trois domaines (établir la paix, unir les groupes ethniques, lutter contre les violences sexuelles). Le premier graphique montre que le pourcentage des gens qui pense que le Gouvernement national gère « bien » ou « très bien » l'établissement de la paix dans l'est du Congo soit n'a pas changé¹³, soit a diminué, dans toutes les ZP à l'exception de Sud-Irumu. Le même phénomène est observé en ce qui concerne l'opinion des gens par

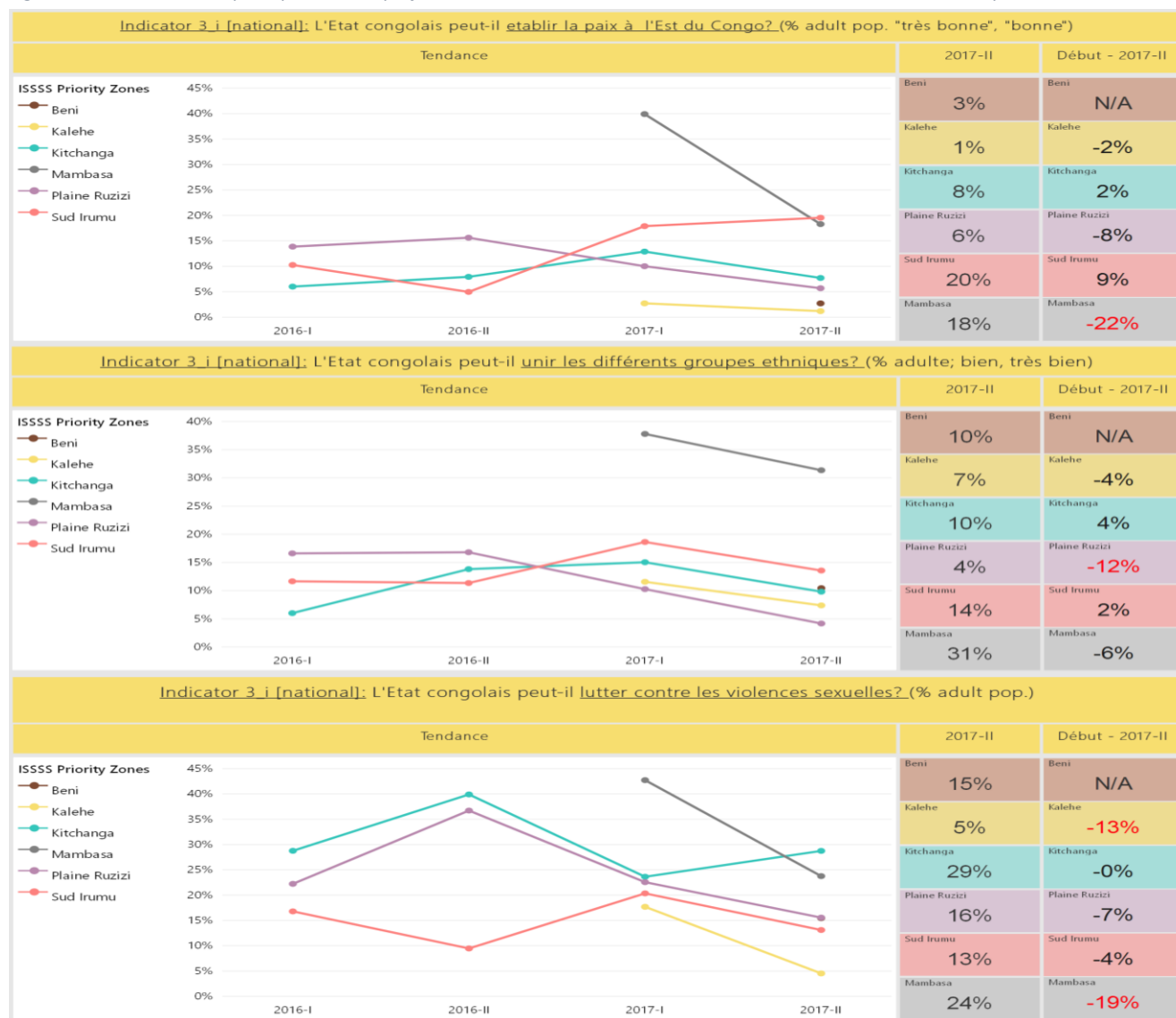
¹¹ Ce changements rentrent dans la marge d'erreur de +/- 5% des enquêtes de perception.

¹² Etablir la paix à l'est du Congo, réduire la pauvreté, créer de l'emploi, lutter contre la corruption, unir les différents groupes ethniques, améliorer la vie des congolais, assurer la sécurité, lutter contre les violences sexuelles

¹³ Le changements à Kalehe et autour de Kitshanga rentrent dans la marge d'erreur de +/- 5% des enquêtes de perception.

rapport à la performance du Gouvernement à unifier les différents groupes ethniques. La tendance est particulièrement négative en matière de prévention des violences sexuelles (troisième graphique).

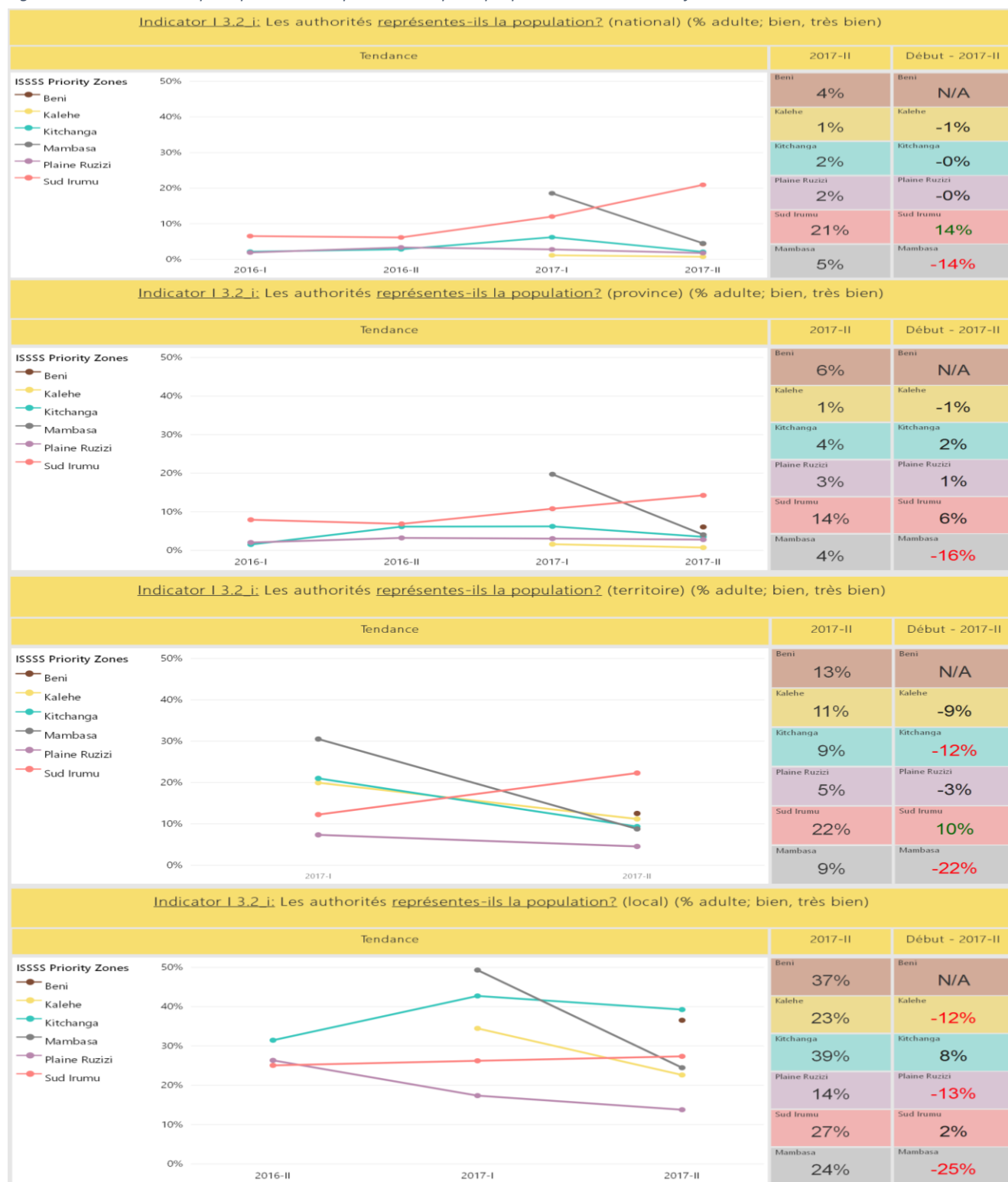
Figure 5: Tendances de la perception sur la performance du Gouvernement national dans trois domaines thématiques



Une tendance fortement en baisse est celle relative au pourcentage d'hommes et femmes qui pensent que les autorités administratives représentent « bien » ou « très bien » les intérêts de la population (Figure 6). La tendance a été particulièrement négative au niveau des autorités territoriales et locales, c.-à-d. les mêmes niveaux administratifs qui en 2016 avaient le plus large support de la population. A Mambasa, le pourcentage de la population qui affirmait que l'administration locale représente « bien » ou « très bien » les intérêts des citoyens est passé de presque 50% à moins de 30% en six mois. À Sud-Irumu, ce pourcentage est passé de presque 30% à moins de 20% (mi-2016 - fin 2017).

La seule exception est la ZP de Sud-Irumu. Celle-ci est la seule zone qui enregistre une augmentation du niveau de confiance envers le Gouvernement national (variation positive de 14%), provincial (variation positive de 6%¹⁴), et territorial (variation positive de 10%).

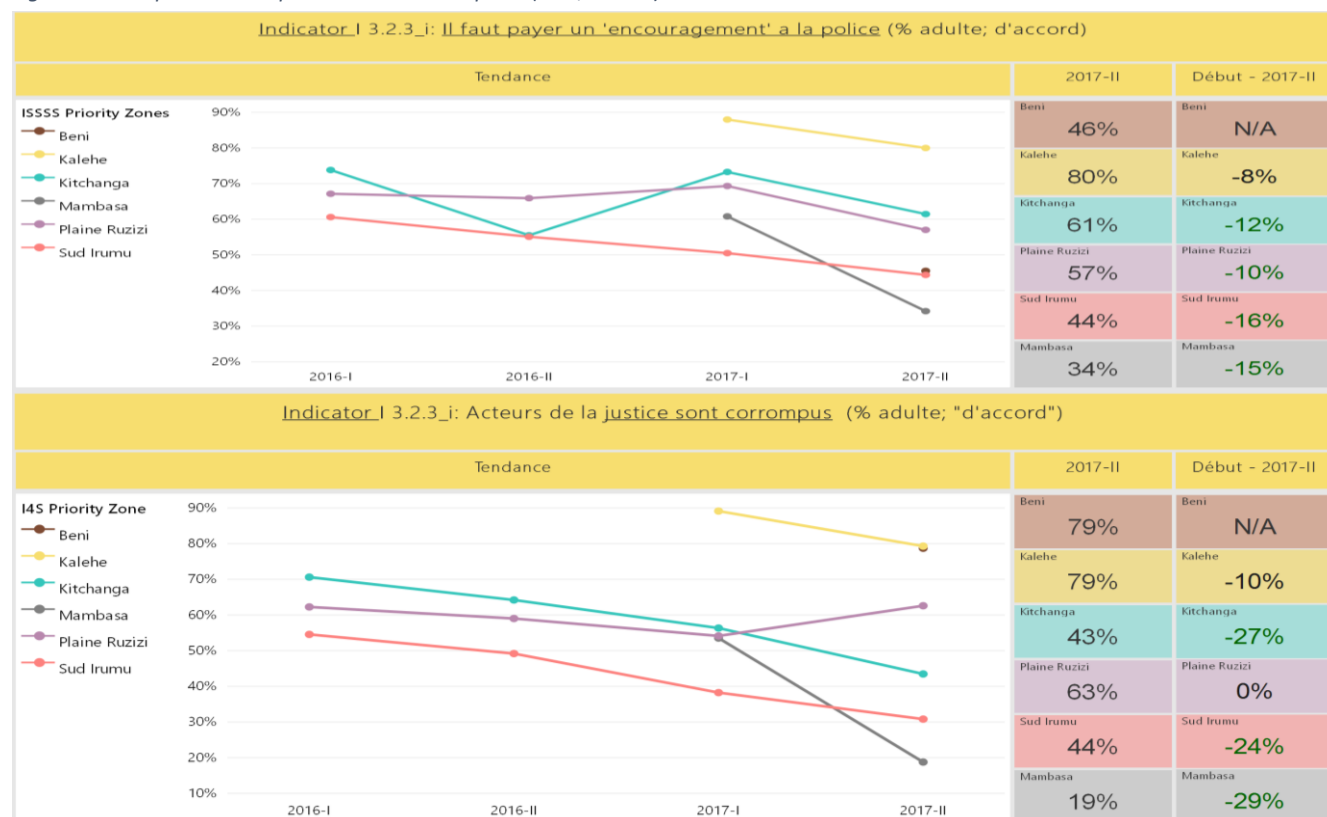
Figure 6: Tendances de la perception sur la représentation politique par niveau administratif



¹⁴ Ce changements rentrent dans la marge d'erreur de +/- 5% des enquêtes de perception.

À signaler que dans les zones prioritaires de Sud-Irumu, Mambasa et Kalehe une tendance positive apparaît en ce qui concerne la prévalence rapportée de la corruption au sein de la justice et de la police. Le pourcentage de la population qui considère que le paiement « d'encouragements » est nécessaire pour s'assurer que la police prenne en charge un cas a diminué dans toutes les ZP ; la portion de la population qui pense que les acteurs de la justice sont corrompus s'est réduite dans la plupart des ZP. L'exception est constituée par Sud-Irumu, où les perceptions sur la corruption dans le secteur de la justice ont fluctué, mais sans enregistrer un changement substantiel (Figure 7).

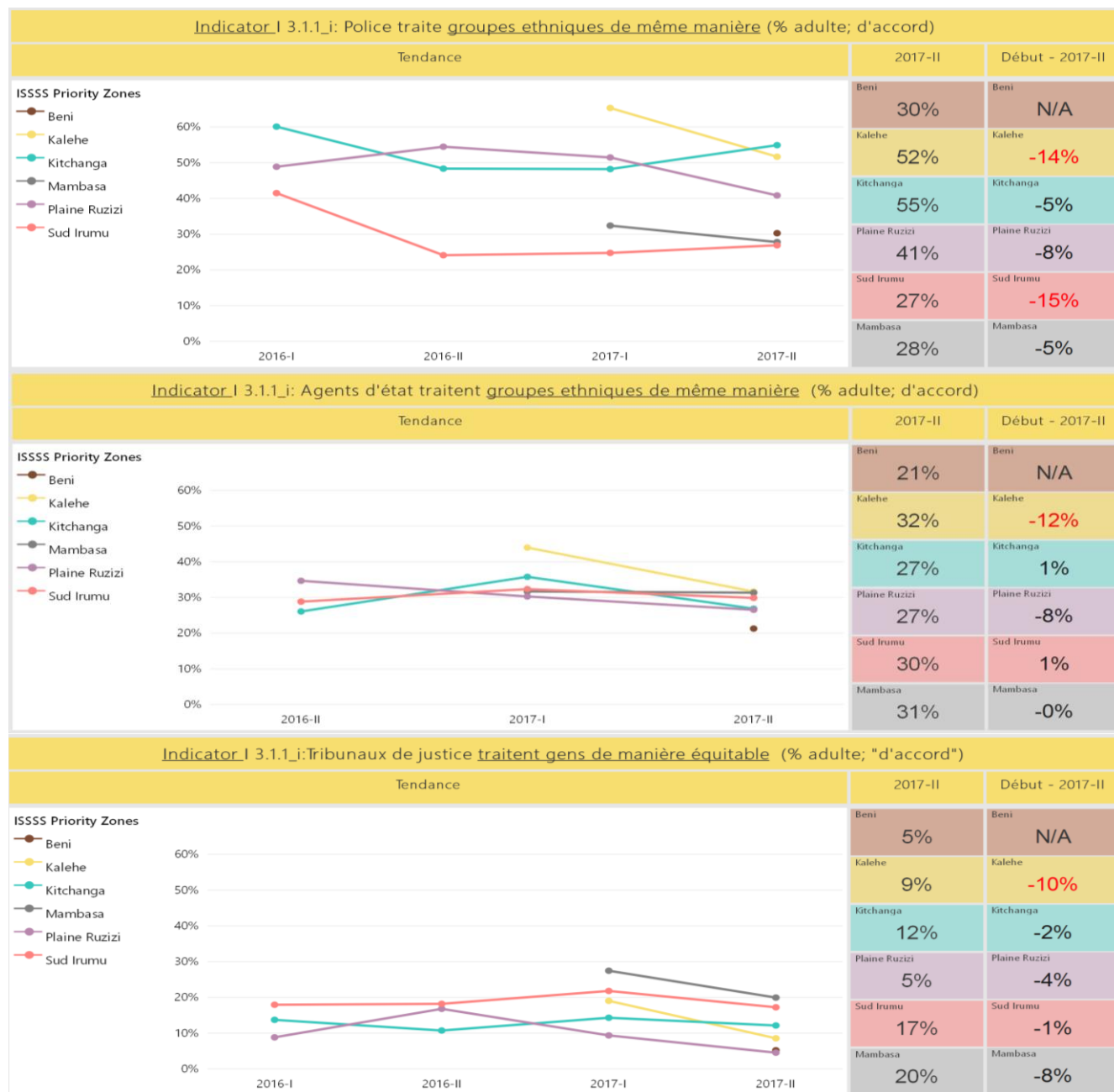
Figure 7: Perceptions sur la présence de la corruption (PNC, Justice)



Globalement, de moins en moins de gens pensent que certains services étatiques (justice, PNC, « agents de l'État ») traitent les différents groupes ethniques de manière égale (Figure 8). La justice est le secteur pour lequel le moins de gens considèrent que ses acteurs traitent tous les groupes ethniques de la même manière, et Kalehe est la zone qui enregistre les diminutions les plus substantielles dans les trois services: -14% « police », -12% « agents de l'État » et -10% « tribunaux »¹⁵.

¹⁵ Ces changements sont enregistrés pendant le dernier semestre du 2017.

Figure 8: Perceptions sur le traitement égal des gens par la PNC, les "agents de l'État" et le système de la justice.



Pistes d'interprétation – Pilier 3

Sud-Irumu est la seule zone qui enregistre une augmentation du niveau de confiance envers le Gouvernement provincial et central (qui est généralement toujours le plus bas) : il serait intéressant de comprendre si ce changement est lié à la mise en place de la stratégie contre le groupe armé FRPI, qui a vu le Gouverneur au centre du processus.

En ce qui concerne la diminution de la corruption perçue, le Secrétariat Technique d'Ituri fournit la piste d'interprétation suivante :

“Voici globalement les efforts des différents partenaires en Ituri en matière de lutte contre la corruption :

- La MONUSCO (UNPOL, Affaires Civiles) se concentre sur la redevabilité entre FARDC/PNC et la population, en renforçant la police de proximité et les Comités de sécurité locaux ;
- Search for Common Ground, avec le projet “Lobi Mokolo Ya Sika”, travaille sur le renforcement de la redevabilité, de la collaboration et de la communication entre civils et acteurs de sécurité ;
- Le projet du FCS à Sud-Irumu est en train de mettre en place ses activités pour l'amélioration de la gouvernance, de la performance et de la redevabilité en ce qui concerne les questions foncières, les ressources naturelles, les ETD et la sécurité.”

Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs – Pilier 3

Les données des projets au Sud-Irumu pourraient contribuer à expliquer pourquoi cette ZP est la seule où on enregistre une augmentation de la confiance envers les élus nationaux et provinciaux. Lors des ateliers d'interprétation des données, il sera intéressant d'approfondir cette question.

2.4 Pilier 4 – Retour, réinsertion et relance socio-économique

Le tableau 4 ci-dessous fournit un aperçu des avancements principaux des projets en matière de retour, réinsertion et relance socio-économique (Pilier 4)¹⁶. Cette section présente les tendances principales à travers les ZP pour le Pilier 4.

Tableau 4 : Progrès réalisés par les projets FCS et alignés en matière de retour, réinsertion et relance socio-économique (Pilier 4 de l'ISSSS)

ZP	Nom du Projet (lead)	Bailleur	Couverture du Projet (Pilier 4)
Kitshanga (Nord-Kivu)	Pamoja Kwa Amani Na Maendeleo (lead: UN HABITAT)	FCS	Création d'opportunités économiques communautaires alternatives, en particulier pour les individus à risque (ex-combattants et jeunes) Accès à la terre, résolution de conflits, planification de l'utilisation des terres, sensibilisation au droit
	FARM (lead: Mercy Corps)	Pays-Bas	Accès à la terre, résolution de conflits, planification de l'utilisation des terres, sensibilisation au droit Réponse aux défis et à la question de la sécurité alimentaire
Ruzizi (Sud-Kivu)	Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani / Construisons ensemble pour la Paix! (lead: International Alert)	FCS	Réduction des conflits liés à la terre, amélioration des services de gestion des terres Amélioration de la cohésion sociale
	Résilience communautaire à la violence (Peace Direct)	Allemane	Création d'opportunités économiques communautaires alternatives focalisée sur les populations vulnérables
Kalehe (Sud-Kivu)	ARC (lead: ZOA)	Pays-Bas	Création d'opportunités économiques communautaires alternatives focalisée sur les populations vulnérables
Sud-Irumu (Ituri)	Pamoja Kwa Amani (Ensemble pour la paix) (lead: UN HABITAT)	FCS	Création d'activités génératrices de revenu communautaires pour les jeunes à risque, les ex-combattants, les femmes, et les survivants/victimes de violence sexuelle Accès au crédit et amélioration de la planification financière Agriculture, pêche et secteur fermier plus résilients favorisent l'augmentation de la cohésion sociale
Mambasa (Ituri)	Amani ni njiya ya maendeleo , phase II (UN HABITAT)	FCS	Meilleur accès au crédit Cohésion sociale et résilience au travers d'opportunités économiques

Pour la moitié des ZP, des données sont disponibles depuis le premier semestre 2016. En comparant ces valeurs avec celles du deuxième semestre 2017, on remarque que l'accès à la terre reste relativement limité et les seuls changements substantiels sont relatifs à Kalehe et Sud-Irumu. Dans la ZP du Sud-Kivu il y a eu une diminution de 11% sur le nombre de gens qui affirment avoir un « bon » ou « très bon » accès à la terre pendant le deuxième semestre du 2017 ; et à Sud-Irumu on remarque une diminution de 12% sur le même indicateur, mais entre le premier semestre 2016 et la fin de l'année 2017.

Le changement plus important est au niveau de l'accès rapporté aux marchés : -29% des gens ont répondu dans la ZP de Kalehe avoir un « bon » ou « très bon » accès aux marchés (par rapport à juin 2017) ; pour le même indicateur, autour de Kitshanga il y a eu une variation négative de 17% et de 16% à Sud-Irumu (par rapport au premier semestre 2016 pour les deux ZP).

En ce qui concerne l'accès rapporté au crédit, il n'y a pas de variations substantielles dans les tendances (le niveau reste en tout cas bas).

¹⁶ Pour plus d'informations, veuillez consulter le Rapport Annuel ISSSS

Le pourcentage des gens qui déclarent avoir eu un emploi rémunéré pour une durée d'au moins une semaine au cours des 3 derniers mois reste aussi bas ; Beni est la zone prioritaire qui rapporte la valeur la plus élevée à la fin de l'année 2017 (12%). Kalehe et la zone autour de Kitshanga détiennent les valeurs plus basses.

Figure 9: Tendances de l'accès à la terre, au crédit et aux marchés

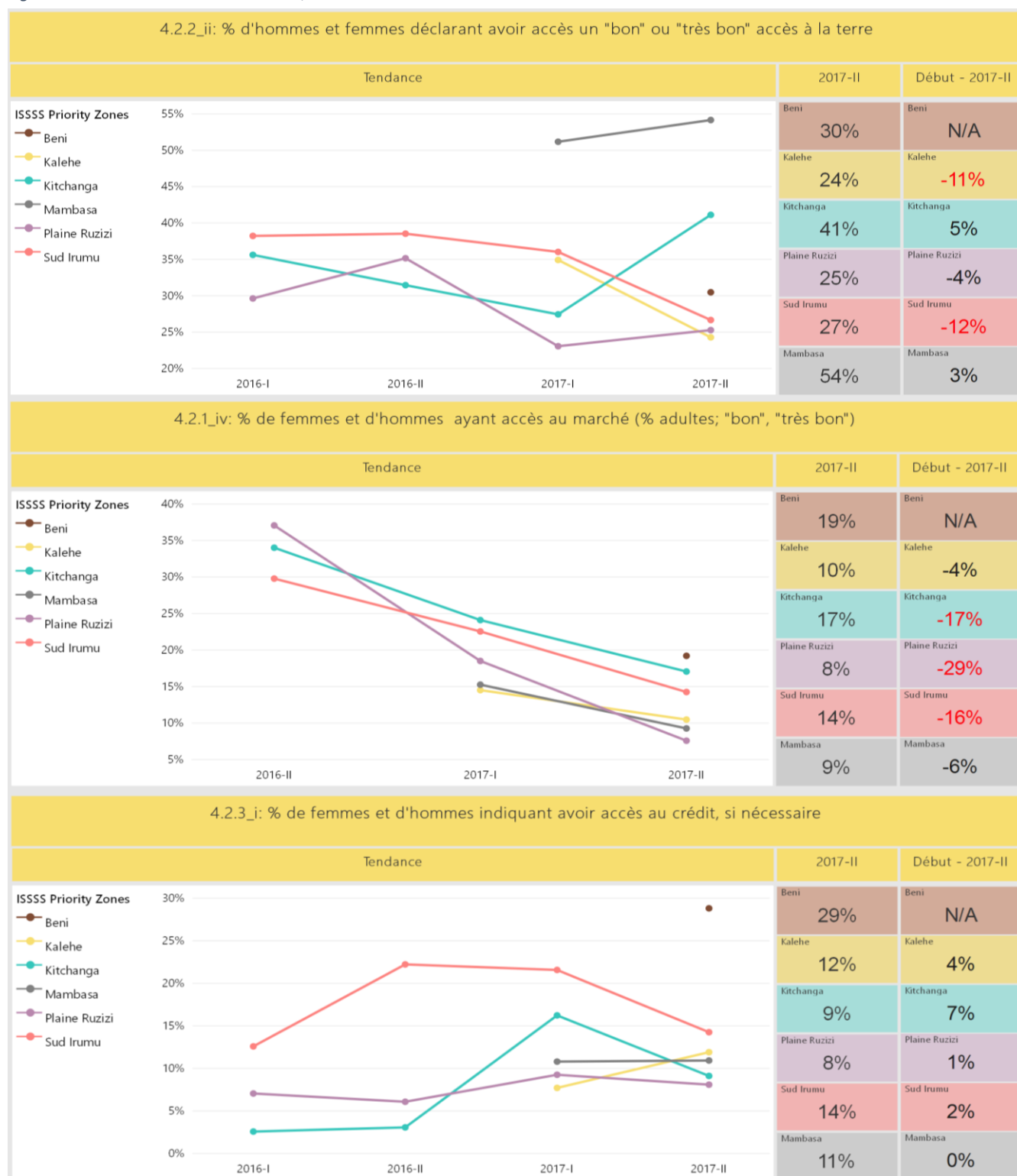
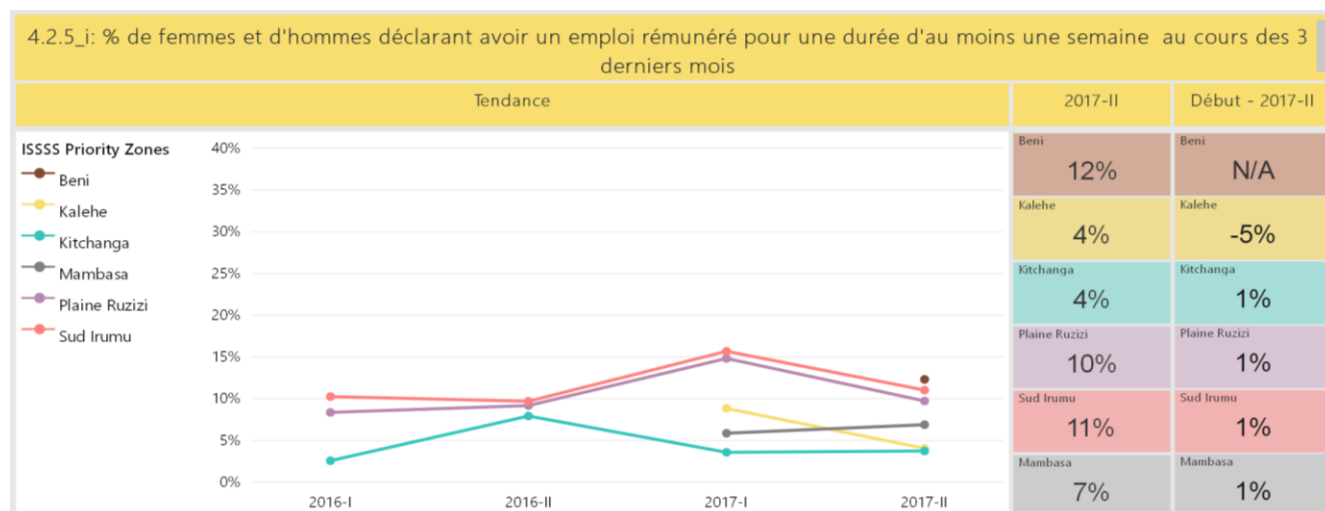


Figure 10: Accès à l'emploi



Les figures 9 et 10 ci-dessus présentent des indicateurs visant à mesurer la cohésion sociale. En général, les relations sociales semblent bonnes au cours des deux dernières années, et sans changements substantiels (néanmoins, des variations sont enregistrées au niveau des ZP selon le sexe des répondants, voir annexes).

À Sud-Irumu, on remarque la seule diminution substantielle (parmi les ZP) au niveau du pourcentage de personnes qui affirment avoir une « bonne » ou « très bonne » relation avec les gens de leur quartier ou village (variation négative de 14% par rapport à la mi-2016), mais il s'agit tout de même toujours d'environ 70% de la population.

On remarque un niveau de confiance plus élevé des gens envers leur propre groupe ethnique que vers d'autres ; l'exception est constituée par la zone de Sud-Irumu, qui rapporte une amélioration du niveau de confiance des gens envers d'autres groupes ethniques (+ 19% par rapport à la mi-2016) et une diminution du niveau de confiance des gens envers leur propre groupe ethnique (- 13% par rapport à la mi-2016).

Il est aussi intéressant de remarquer que les contacts entre groupes ethniques semblent être fréquents, surtout à Beni, où 79% des gens ont affirmé à la fin du 2017 avoir « souvent » ou « parfois » des contacts avec d'autres groupes. Les zones de Kalehe, Kitshanga et Sud-Irumu rapportent des tendances positives, et respectivement une variation positive de 10%, 13% et 10%¹⁷.

¹⁷ Les variations sont calculées à partir du premier point de collecte, c.à.d. mi-2017 pour Kalehe et mi-2016 pour Kitshanga et Sud-Irumu.

Figure 11: Tendances dans le niveau de confiance vis-à-vis des différents groupes de population

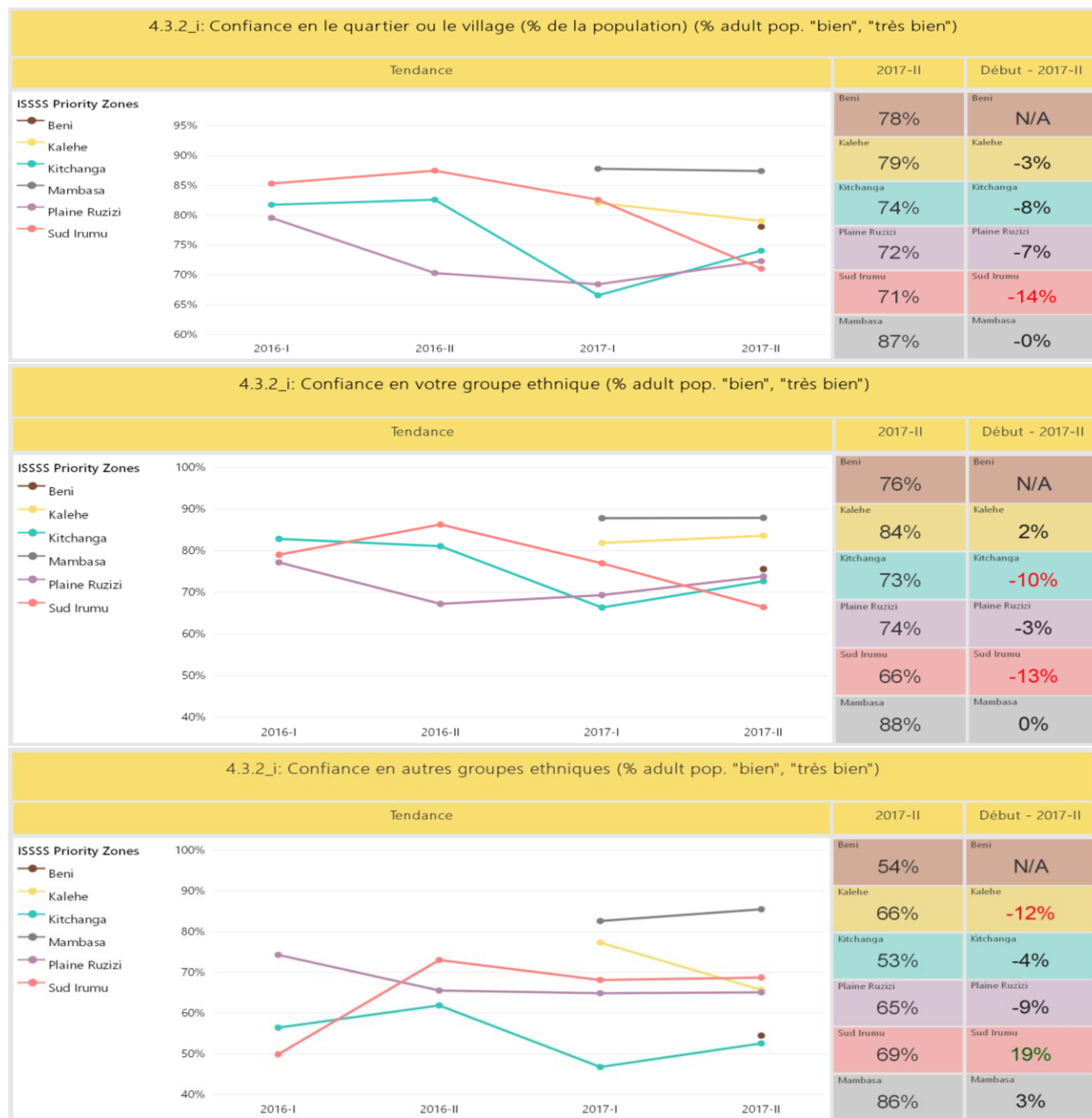
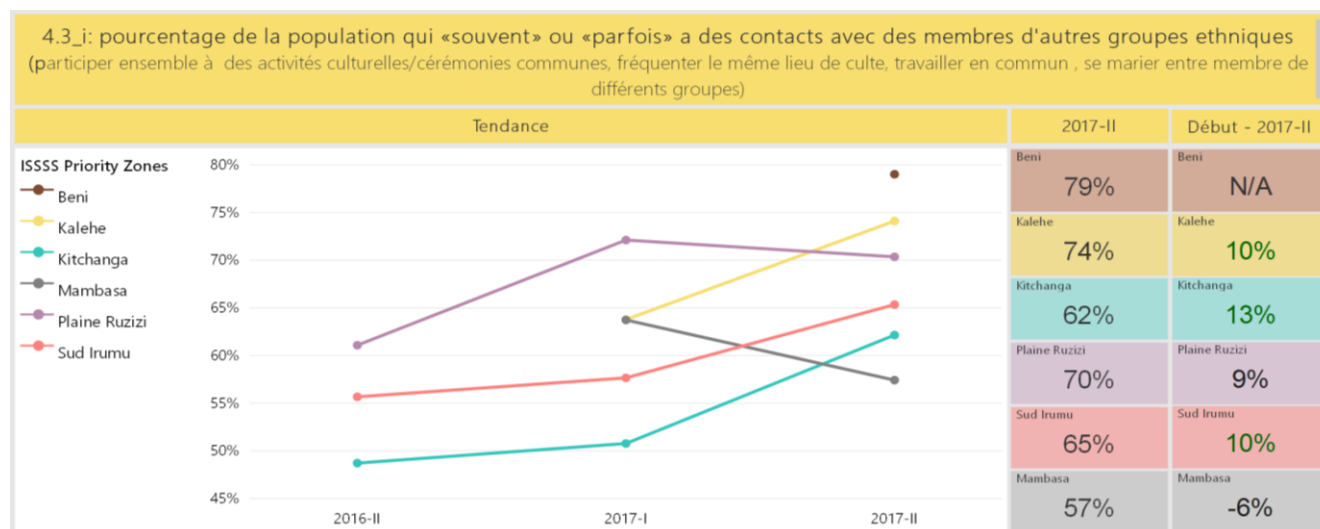


Figure 12: Tendances dans les contacts entre groupes ethniques



Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs– Pilier 4

Les études sur la cohésion sociale ne peuvent être réduites seulement à des indicateurs quantitatifs ; le phénomène est complexe et mériterait une investigation spécifique. À cette fin, la Cellule S&E a développé un outil de collecte des données pour compléter les informations qui proviennent des enquêtes de perception ; sur la base de l'harmonisation des cadres logiques des projets avec celui de l'ISSSS et sur les efforts de collecte des PMO, ces données pourraient enrichir l'analyse des indicateurs présentés dans ce rapport.

2.5 Pilier 5 – Lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG)¹⁸

Le tableau 5 ci-dessous fournit un aperçu des avancements principaux des projets en matière de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre (Pilier 5)¹⁹. Cette section présente les tendances principales à travers les ZP pour le Pilier 5.

Tableau 5 : Progrès réalisés par les projets FCS et alignés en matière de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre (Pilier 5 de l'ISSSS)

	Nom du Projet (lead)	Bailleur	Couverture du Projet (Pilier 5)
Kitshanga (Nord-Kivu)	Pamoja Kwa Amani Na Maendeleo (lead: UN HABITAT)	FCS	Changement des normes et comportements liés au genre
Ruzizi (Sud-Kivu)	Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani / Construisons ensemble pour la Paix! (lead: International Alert)	FCS	Transformation positive des normes et comportements liés au genre
Sud-Irumbu (Ituri)	Pamoja Kwa Amani (Ensemble pour la paix) (lead: UN HABITAT)	FCS	Changement des normes de genre et renforcement de l'assistance aux victimes de VSBG
Mambasa (Ituri)	Amani ni njiya ya maendeleo, phase II (UN HABITAT)	FCS	Changement des normes de genre et renforcement de l'assistance aux victimes de VSBG

Lors de la révision de l'ISSSS et au début de sa deuxième phase, le pilier 5 reflétait un approche qui visait à combattre les normes sociales négatives autour des VSBG, à améliorer la redevabilité des institutions étatiques responsables pour ces violences (poursuite des cas, renforcement de la justice civile et militaire dans ce domaine), et à améliorer les systèmes d'appui vers les survivants (accès aux services). Des discussions sont en cours sur la possible modification de la théorie du changement du pilier pour focaliser la programmation sur la participation des femmes dans la transformation des conflits²⁰. Les données disponibles actuellement se réfèrent principalement à l'approche développée lors de la révision de la Stratégie. Aussi, la presque totalité des données disponibles sont collectées à travers des sondages de perception, qui abordent spécifiquement des questions autour des violences sexuelles. Néanmoins, les indicateurs qui se réfèrent aussi à des violences basées sur le genre sont présentés ici (**Indicateurs 5.1_i-a,b**, voir graphiques ci-dessous).

La prévalence des normes sociales généralement associées à la violence sexuelle varie à travers les ZP. En ce qui concerne l'acceptation du consentement pour un rapport sexuel, la majorité de la population dans les

¹⁸ Les données du BCNUDH sur le nombre de VDH dans les ZP n'ont pas été partagées avec la Cellule S&E à temps pour ce rapport. Pour cela, la Cellule n'a pas pu inclure des chiffres sur la prévalence des violences sexuelles dans la version courante de ce rapport. Les chiffres seront publiés dès que disponibles.

¹⁹ Pour plus d'informations, veuillez consulter le Rapport Annuel ISSSS

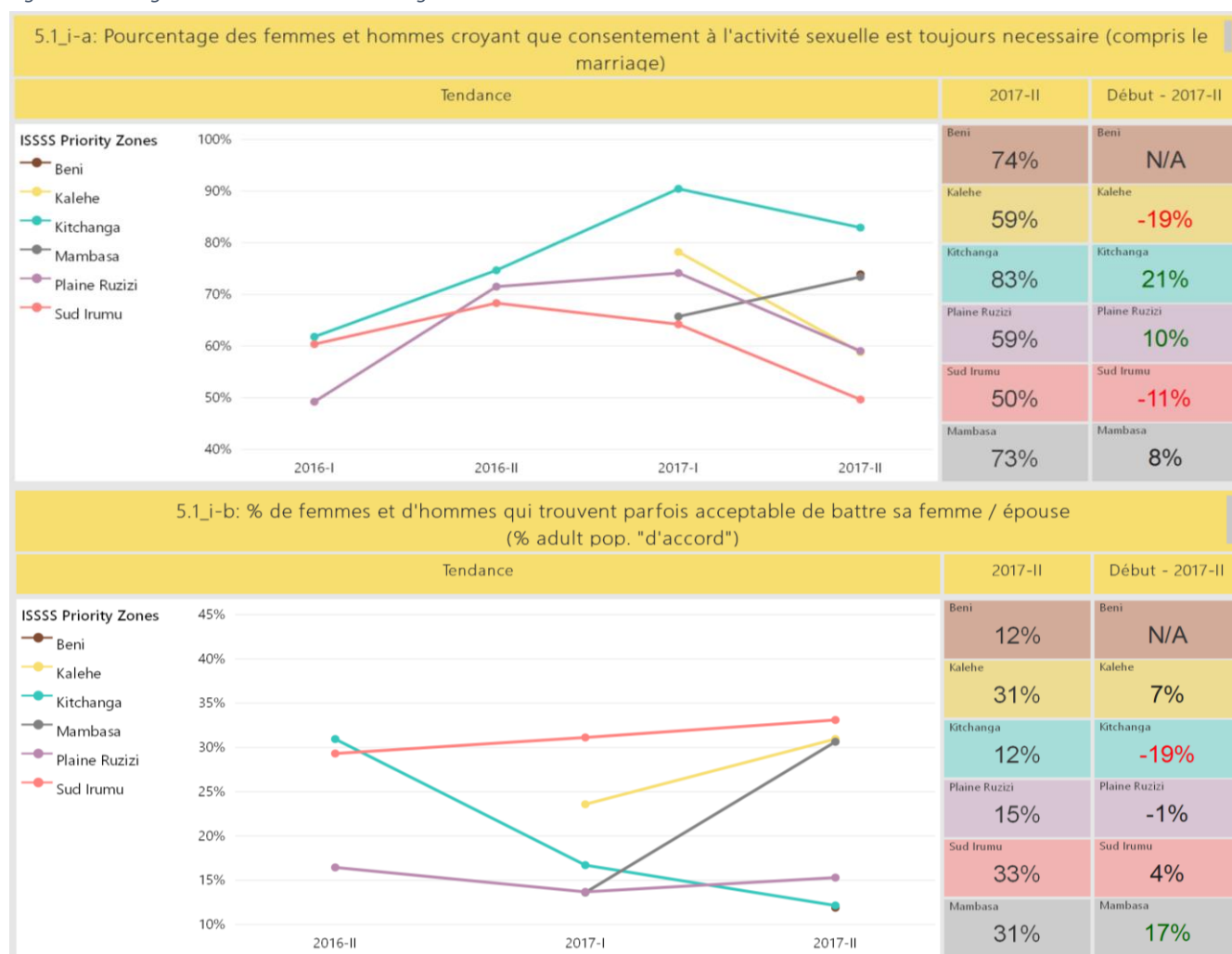
²⁰ Les indicateurs qui mesurent la participation des femmes aux activités de transformation des conflits sont généralement inclus dans le pilier 1, et mesurés par les projets. À ce jour, ces données ne sont pas encore disponibles.

zones prioritaires croit que le consentement est toujours nécessaire. Néanmoins, les différences suivantes sont remarquées à travers les zones :

- Kitshanga, Beni and Mambasa sont les zones avec les plus larges pourcentages de population d'accord sur la nécessité du consentement pour toute activité sexuelle (70% et plus) ;
- Parmi ces zones, Kitshanga et Mambasa ont enregistré une tendance générale positive sur le consentement (juin 2016 à décembre 2017 à Kitshanga et pendant le deuxième semestre 2017 à Mambasa²¹) ;
- À Sud-Irumu et Kalehe, le pourcentage de la population qui est d'accord sur la nécessité du consentement a en réalité diminué pendant les 18 mois qui ont précédé la fin de l'année 2017.

Les attitudes relatives à la violence sexuelle envers le partenaire (indépendamment du sexe de la personne) se sont améliorées à Kitshanga pendant la même période (Indicateur 5.1_i-b). En décembre 2017, à peu près 10% seulement de la population considérait encore qu'il est de temps en temps acceptable de battre le partenaire, alors que ceci était le cas pour 30% de la population à la mi-2016. À Mambasa par contre, la violence à l'encontre d'un partenaire est devenue une possibilité plus acceptée pendant le deuxième semestre 2017.

Figure 13: Changements des normes sociales généralement associées aux violences sexuelles



²¹ Dans ce rapport, les données disponibles pour la zone de Beni sont relatives à une seule collecte ; pour cela, une tendance n'existe pas encore.

La volonté d'accepter le retour d'un survivant de violence sexuelle dans la communauté et la famille de provenance a diminué dans toutes les zones prioritaires sauf une à partir de la mi-2016, et en particulier vis-à-vis des survivants qui ont pu avoir un enfant ou contracter une maladie suite à la violence. La chute a été particulièrement forte à Sud-Irumu, qui enregistre le taux le plus faible d'acceptation des survivants des VS à la fin de l'année 2017 (Figure 14). Le niveau d'acceptation a aussi diminué à Kitshanga, une zone qui par ailleurs semblait avoir enregistré des progrès au niveau du changement des normes sociales et des attitudes nocives (voir ci-dessus).

Entre 7 et 8 personnes sur 10 dans les ZP pensent que les auteurs de violence sexuelle sont punis de manière appropriée pour des cas de VS. Même si on enregistre des variations à chaque point de collecte des données, globalement on remarque une confiance relativement bonne autour de la redevabilité des responsables de VS (**Indicateur 5.2_i**).

Figure 14: Attitudes par rapport à la réintégration des survivants des violences sexuelles

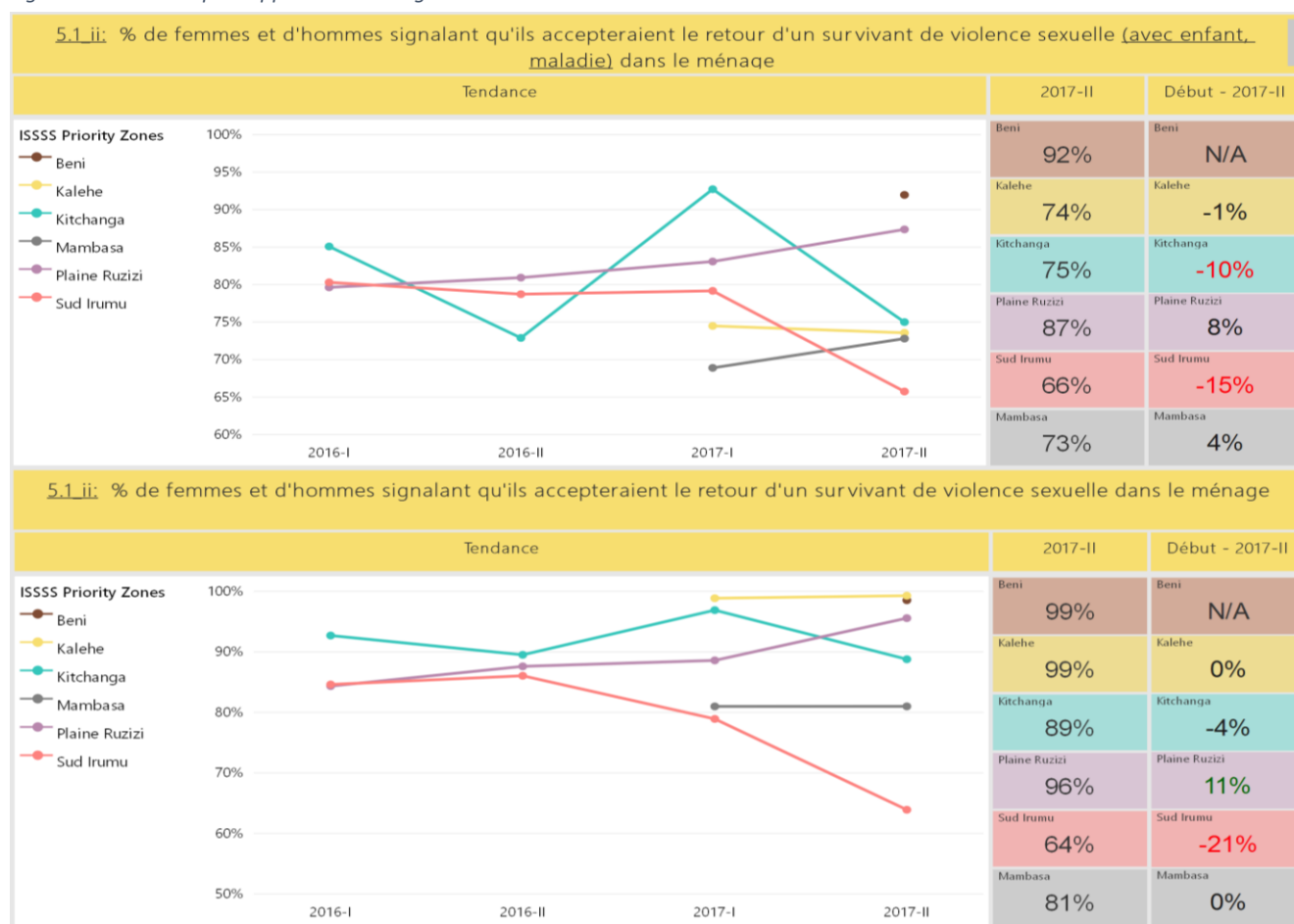
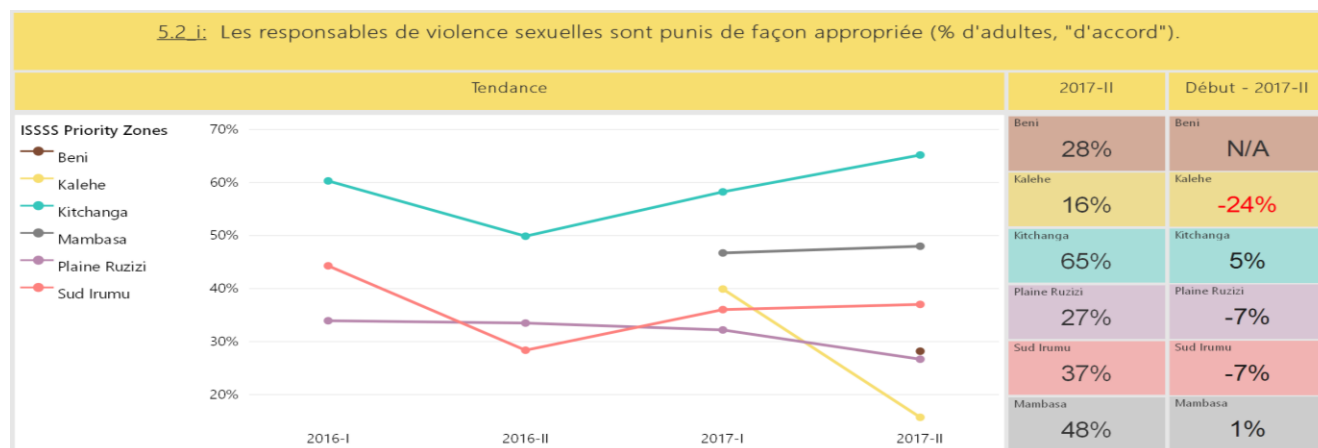


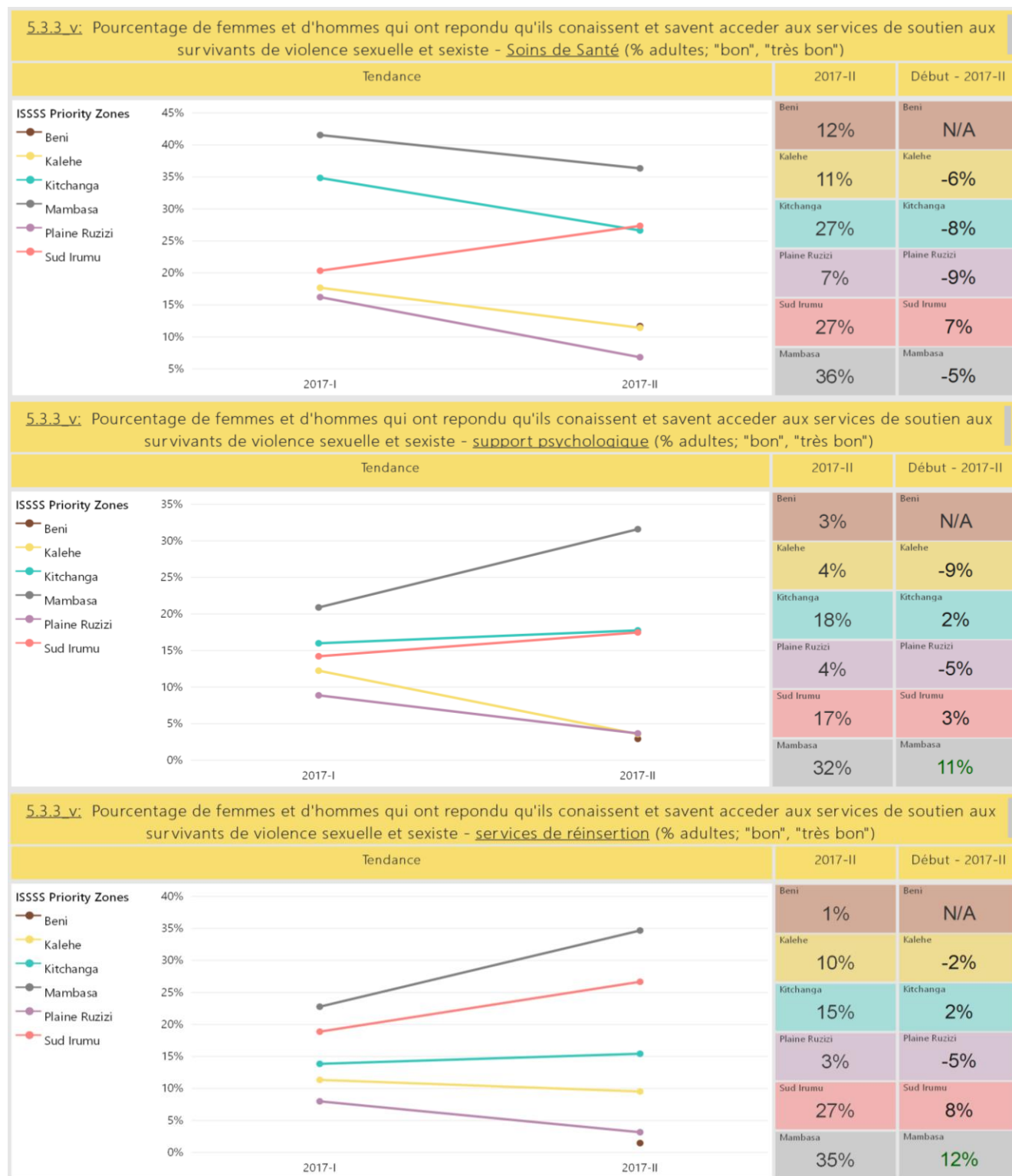
Figure 15: Tendances dans les opinions sur la punition des auteurs de violences sexuelles



En matière de support aux survivants et de réponse à la violence, les données sont moins positives. En fait, moins de 3 personnes sur 10 affirment connaître et savoir comment accéder aux services de soutien aux survivants, et les services les plus connus sont les soins de santé.

Mambasa est la seule ZP où l'on remarque une tendance positive au-delà de la marge d'erreur de 10%, et celle-ci se réfère au niveau des connaissances rapportées sur l'accès aux services de soutien spécialisés dans la réinsertion des survivants des VS (variation positive de 12% depuis le premier semestre 2017) et dans le support psychologique (variation de 11%).

Figure 16: Perceptions sur l'accès aux services pour les survivants de violences sexuelles



Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs – Pilier 5

Les opportunités d'apprentissage sont liées à la future restructuration de ce pilier. Bien que l'analyse des causes profondes des violences sexuelles et de ses effets sur la stabilisation à long terme demeure pertinente, l'attention exclusivement axée sur la violence « sexuelle », sans tenir compte d'un programme plus étendu pour les femmes, la paix et la sécurité, empêche d'aborder cette problématique dans un contexte plus large. Il faut que les interventions se focalisent plus sur les inégalités de genre (inégalités en matière d'accès, de participation et de pouvoir dans les processus et les mécanismes décisionnels) liées aux dynamiques de conflit persistant en RDC. Par conséquent, les notions de « participation » (par opposition à « protection ») et de « représentation » (par opposition à une « approche axée sur les victimes ») sont insuffisamment mises en lumière dans le pilier.